

Afrique du Sud/Au terme d'un duel très serré avec Nkosazana Dlamini Zuma Ramaphosa succède à Zuma à la tête de l'ANC

AFP
Johannesburg/Afrique du Sud

Du coup, il pourrait présider aux destinées du pays en 2019 en cas de victoire de son parti aux élections générales.

LE vice-président sud-africain Cyril Ramaphosa a été élu hier à la tête du Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis 1994, à la place du très contesté président Jacob Zuma, à deux ans d'élections cruciales pour l'avenir du parti et du pays. Au terme d'un duel très serré, M. Ramaphosa a devancé de 179 voix à peine son unique rivale, l'ancienne patronne de l'Union africaine (UA) et ex-épouse de M. Zuma, Nkosazana Dlamini Zuma.

"Nous proclamons le camarade Cyril Ramaphosa nouveau président du Congrès national africain", a déclaré à la tribune de la conférence du parti réuni à Johannesburg une responsable de la commission chargée du scrutin. Annoncée au terme de plusieurs heures de dépouillement, la victoire de M. Ramaphosa a été accueillie par un tonnerre d'acclamations de ses partisans et les sifflets de ceux de son adversaire, témoins des fractures qui divisent le parti. Fort de ce succès, M. Ramaphosa pourrait devenir en 2019 le nouveau président du pays à la fin du mandat de Jacob Zuma, en cas de victoire de l'ANC aux élections générales.



Photo : AFP

Elu hier pour succéder à Jacob Zuma à la tête de l'ANC, Cyril Ramaphosa se place sur orbite pour accéder à la présidence du pays.

Soutenu par l'aile modérée du parti, très apprécié des marchés, Cyril Ramaphosa, 65 ans, a fait campagne en dénonçant la corruption du clan Zuma. Ancien syndicaliste reconverti en riche homme d'affaires, il a aussi promis de relancer l'économie du pays, qui peine à sortir de la crise, et de créer des emplois pour faire reculer un taux de chômage au plus haut à plus de 27%.

"Cyril est le meilleur candidat", a estimé un de ses partisans, Siya Kolase, 35 ans. "Il va s'occuper de la question de la corruption (...) avec lui, notre économie va pouvoir redémarrer".

"UNE FEMME" • Ses critiques lui ont toutefois reproché de défendre les seuls intérêts des classes les plus aisées. Face à lui, Nkosazana Dlamini Zuma, 68 ans, avait

repris le discours de son ex-époux sur la nécessaire "transformation radicale de l'économie" au profit de la majorité noire. Un quart de siècle après la chute de l'apartheid, des millions de Sud-Africains continuent à vivre dans la pauvreté. Ses adversaires la soupçonnaient d'être la "marionnette" de Jacob Zuma et de lui avoir promis l'immunité dans les nombreux scandales politico-financiers où il est accusé.

"Il est temps qu'une femme nous dirige", a estimé Arthur Raymond, un délégué de 39 ans. "Elle est capable. Elle a sa propre expérience politique", a-t-il plaidé, "vous ne pouvez pas juger quelqu'un sur son seul nom".

Sitôt aux commandes, le nouveau président élu de l'ANC va devoir s'atteler

d'urgence au redressement du parti. Son étoile a sérieusement pâli depuis sa victoire aux premières élections libres de l'histoire de l'Afrique du Sud en 1994 et l'arrivée au pouvoir de son icône Nelson Mandela. Affaibli par la crise économique et les accusations de corruption qui visent Jacob Zuma, l'ANC a déjà subi un sérieux revers aux élections locales de 2016 en cédant à l'opposition le contrôle de villes de premier plan comme Johannesburg et Pretoria.

DECHIRURES • "Notre échec à régler les problèmes a commencé à peser sur notre mouvement", a lui-même concédé samedi M. Zuma, évoquant "la corruption, la criminalité et l'emploi". Le chef de l'Etat a fait hier sa dernière sortie média-

tique de chef de parti. "Je me retire très heureux parce que je crois (...) que j'ai apporté ma contribution", a-t-il déclaré, tout sourire, au milieu d'un essaim de journalistes. M. Zuma laisse toutefois derrière lui un ANC profondément déchiré par son règne et la longue bataille pour sa succession. "J'espère que vous coopérez avec la nouvelle direction (...) alors que nous allons vers les élections de 2019", a souhaité juste avant l'annonce des résultats la présidente du Parlement, Baleka Mbete. Nombre d'analystes ont anticipé un éclatement du parti et lui prédisent déjà une défaite historique en 2019.

Le choix de l'ANC était attendu avec impatience par les marchés financiers, qui s'inquiètent depuis des mois des "incertitudes politiques" qui pèsent sur l'économie de la première puissance industrielle du continent africain. Avant même la proclamation des résultats, la devise sud-africaine, le rand, a fortement progressé hier, saluant avant l'heure la victoire de M. Ramaphosa espérée par les investisseurs. "Les divisions vont continuer d'agiter l'ANC en 2018", a toutefois tempéré l'analyste George Nicholls, du cabinet Control Risks. "Les factions rivales vont nourrir (...) l'instabilité politique et, probablement, contraindre le président Jacob Zuma à démissionner avant la fin de l'année prochaine".

L'Afrique en bref

• **Libye/Crise.** Le maire de Misrata enlevé puis tué

Mohamad Eshtewi, le maire de Misrata, troisième plus grande ville de Libye, a été tué dimanche soir après avoir été enlevé par des inconnus, a-t-on appris hier auprès d'une source des services de sécurité de la ville.

• **Nigeria/Jihadistes.** Au moins quatre morts dans le nord-ouest

Au moins quatre personnes ont été tuées dans l'attaque d'un convoi de marchandises par des combattants du groupe jihadiste Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris dimanche de sources concordantes.

• **RDCongo/Opposition.** Nouvel appel à manifester

L'opposition de République démocratique du Congo a appelé ses partisans à manifester une nouvelle fois ce mardi pour réclamer le départ du président Joseph Kabila, en dépit de l'interdiction des rassemblements par le pouvoir.

A travers le monde

• **Autriche/Politique.** Kurz et l'extrême droite s'installent au pouvoir



Photo : AFP

Le nouveau gouvernement autrichien formé par la droite et l'extrême droite a prêté serment hier, contesté à Vienne par quelques milliers de manifestants, mais sans provoquer d'émeutes chez les partenaires de l'Autriche qui s'est engagée à garder un cap pro-européen.

• **Russie/Présidentielle.** La campagne officiellement lancée

Le compte à rebours est lancé : la campagne électorale pour la présidentielle du 18 mars en Russie a officiellement débuté hier avec pour favori le président Vladimir Poutine, sans réel concurrent pour lui barrer la route vers un quatrième mandat.

• **Ukraine/Conflit.** Trois soldats tués dans l'est séparatiste

Trois soldats ukrainiens ont été tués par des tirs de mortiers dans un regain de tensions entre l'armée et les séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine, ont annoncé hier les autorités de Kiev.

Zimbabwe/Politique

L'armée annonce la fin de l'opération qui a fait chuter Mugabe

AFP
Harare/Zimbabwe

L'ÉTAT-MAJOR de l'armée zimbabwéenne a officiellement annoncé hier la fin du coup de force qui a précipité, le mois dernier, la fin des trente-sept ans du règne sans partage exercé par l'ancien président Robert Mugabe sur le pays. Traditionnels soutiens du régime depuis l'indépendance du pays en 1980, les militaires sont intervenus dans la nuit du 14 au 15 novembre dans les rues d'Harare pour dénoncer le limogeage du vice-président Emmerson Mnangagwa. Placé en résidence surveillée, M. Mugabe, 93 ans, a démissionné une semaine

plus tard, lâché par son parti. « Les forces de défense et de sécurité prononcent la fin de l'opération "Restaurer la légalité" », a annoncé le commandant de l'armée de terre du pays, le général Phillip Valerio Sibanda. "La normalité règne à nouveau dans notre pays. Nous voulons remercier tous les Zimbabwéens pour leur soutien, leur patience et leur compréhension pendant les cinq semaines de l'opération", a poursuivi l'officier lors d'une conférence de presse. Les militaires sont sortis de leurs casernes pour empêcher la Première dame Grace Mugabe de succéder à son mari. C'est elle qui avait obtenu le départ du vice-président, considéré jusque-là comme le dauphin du "camarade Bob".



Photo : AFP

Le commandant de l'armée de terre, le général Phillip Valerio Sibanda : "La normalité règne à nouveau dans notre pays".

M. Mnangagwa a été investi président par intérim jusqu'aux élections prévues à la mi-2018. Le général Sibanda a mis en garde contre les soutiens de Mme Mugabe, qualifiés de "mécontents et saboteurs" qui veulent

"troubler la paix et la tranquillité" du pays. Surnommé le "crocodile", le nouveau président a nommé plusieurs généraux dans son gouvernement et à l'état-major du parti au pouvoir, la Zanu-PF.

Lui-même candidat de la Zanu-PF à la présidentielle, M. Mnangagwa a promis des élections "libres et justes". Mais ses critiques en doutent, rappelant qu'il avait été l'un des exécuteurs de la répression ordonnée pendant l'ère Mugabe.

• **Le chef de l'armée à la retraite, peut-être pour prendre la vice-présidence.** Le chef d'état-major de l'armée zimbabwéenne, le général Constantino Chiwenga, qui a dirigé le coup de force qui a causé la chute de Robert Mugabe, va quitter ses fonctions et pourrait devenir, selon plusieurs sources, vice-président du pays.